

LA PRÉSIDENTE :

840

Ça fait le tour, Monsieur Polèse. Nous vous remercions.

M. MARIO POLÈSE :

845

Merci à vous. J'inviterais monsieur Pierre Gaudreau et Romina Hernandez pour le RAPSIM, s'il vous plaît. Madame Hernandez, Monsieur Gaudreau, bonjour! Prenez le temps de vous installer.

Mme ROMINA HERNANDEZ :

850

Bonjour!

LA PRÉSIDENTE :

855

Nous vous écoutons. Bonjour!

Mme ROMINA HERNANDEZ :

860

Nous sommes le RAPSIM. Le RAPSIM, c'est un regroupement des organismes – maintenant, on a 111 membres – des organismes qui interviennent auprès des hommes, des femmes, des aînés, des jeunes, qui sont en itinérance ou à risque de l'être. Donc le RAPSIM, ça fait plus de 45 ans qu'ils interviennent auprès de différentes populations.

LA PRÉSIDENTE :

865

J'ai juste – et je m'en excuse – j'ai juste peut-être ou vous ne l'avez pas dit, le RAPSIM, ça veut dire?

Mme ROMINA HERNANDEZ :

870

Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes.

LA PRÉSIDENTE :

875

D'accord, merci. Pour le bénéfice de l'enregistrement.

Mme ROMINA HERNANDEZ :

880

Oui.

LA PRÉSIDENTE :

Merci.

885

Mme ROMINA HERNANDEZ :

890

Donc voilà. Et nous, on croit à la volonté, à la conviction de la Ville de faire une proposition de projet de stratégie d'inclusion et de logement social et abordable. Mais, par contre, qu'est-ce qu'on veut auprès de nos organismes, c'est que les refuges d'urgence, l'hébergement d'urgence déborde. Juste dans l'année 2018-2019, il y a eu une augmentation dans les refuges d'urgence de 0.8 % pour les refuges d'hommes et, pour les femmes, c'est encore pire. Donc on a eu une augmentation de 20 % dans les hébergements d'urgence.

895

Et ça, on a eu 33 000 refus de personnes qui ont essayé de trouver un lit dans un hébergement et qui n'ont pas pu l'avoir. Et ça, c'est des statistiques compilées par la Ville. Et on ne compte même pas les femmes qui n'ont pas le courage pour aller dans des hébergements d'urgence. Ça, c'est une itinérance qu'on ne voit pas, c'est une itinérance cachée. Donc, pour le

900 moment, on vit une crise dans le logement, mais pour l'itinérance et pour les personnes qui sont à risque de l'être.

905 Le RAPSIM, depuis longtemps aide et, avec son intervention auprès des organismes, a développé des hébergements permanents ou transitoires et, à ce moment-là, donc on a contribué à faire plus de 3 000 logements de toutes les tailles pour les personnes qui sont seules et à risque d'itinérance. Et des petites chambres, des maisons de chambres, on a pour le moment 563 logements, qui ne sont pas des grands logements, c'est des organismes qui ont de la capacité d'héberger les personnes avec des différents profils.

910 Donc nous on croit, en fait, que le 20 %, c'est pas assez donc pour les problèmes qu'on a et qu'on voit dans tous les quartiers à Montréal. 20 % de logements sociaux, ce n'est pas assez pour une population qui est à grand risque et grande vulnérabilité d'itinérance.

M. PIERRE GAUDREAU :

915 Donc, comme ma collègue l'a dit, nous, on croit à la volonté de la Ville de travailler pour une ville qui soit inclusive. Donc on accueille bien l'idée d'un règlement, mais on souhaite que le règlement puisse contribuer à contrer l'itinérance et ce n'est pas la lecture qu'on en fait présentement. Le pourcentage est trop faible et il y a différents autres problèmes qui relèvent du règlement ou d'autres éléments.

920 Pour nous, quand on dit on veut un règlement qui va permettre de contrer l'itinérance en lien avec le portrait qu'on vient de dresser où l'itinérance est en croissance à Montréal – parce que, oui, Montréal va bien, mais pas pour tout le monde, il faut le souligner – la Ville de Montréal, avec le réseau de la santé et les groupes communautaires, on a ouvert l'ancien Royal Victoria l'hiver dernier pour faire face au débordement des ressources d'hébergement...

925

LA PRÉSIDENTE :

Est-ce que ça, ça a aidé? Est-ce que ça a été significatif?

930

M. PIERRE GAUDREAU :

Bien, ça a été très utile pour les hommes, effectivement. Moins pour les femmes qui ont moins fréquenté. C'est un lieu mixte mais définitivement. Et ça va être ouvert dans les prochaines semaines, une fois de plus. Et, pour se comparer à d'autres villes – parce que nous aussi on étudie les autres villes, mais pas comme modèle – à Toronto, il y a 7 000 places en hébergement d'urgence. On loue des motels, des chambres pour les hommes, les femmes, les familles, les jeunes, et à Montréal, on est environ à 2 000 en comptant toutes les catégories d'hébergement d'urgence, mais les ressources ne suffisent pas.

935

940

Donc, ce qu'on souhaite pour que le règlement puisse davantage avoir un impact sur l'itinérance, dans un premier temps, effectivement, c'est d'augmenter à 40 % le nombre de logements sociaux qui soient visés par la politique d'inclusion. C'est nécessaire pour contribuer le mal-logement, la crise du logement, l'itinérance, parce qu'on vous le rappelle, d'autres l'ont souligné, vous le savez, c'est documenté par la Ville aussi, le logement locatif – et le règlement le soulève comme problème – le logement locatif abordable disparaît année après année, les loyers augmentent, les logements sont transformés en condos, en bureaux, en gîtes du passant, en airbnb. Donc si on veut, entre autres au centre-ville, contribuer à ce qu'il y ait un parc de logements qui soient accessibles, il faut rehausser l'objectif pour changer la donne.

945

950

On veut aussi s'assurer d'une application du règlement sur l'ensemble des sites et on vient d'en parler. Notamment, au centre-ville, une des préoccupations qu'on a, c'est qu'on puisse continuer à faire davantage de petits projets. Les plus de 3 000 logements sociaux en itinérance qu'on a développés, puis qu'on trouve dans notre répertoire, par une cinquantaine d'organismes, c'est des projets de 15, 20, 25 unités ou avec un local communautaire, un soutien

955

communautaire d'une intervention. On a un milieu de vie de petite taille qui permet à du monde de se stabiliser en logement. Il peut y avoir de ces projets dans des lieux plus denses, dans des lieux plus hauts, mais généralement, c'est des petits lieux.

960 Donc on souhaite que ça puisse se faire à petite échelle. On souhaite aussi que le règlement s'applique et qu'on privilégie l'application du règlement sur les sites de développement plutôt que d'amener une contribution pour ailleurs. On a des beaux projets potentiellement en développement dans les prochaines années au centre-ville. On pense à Molson, on pense à plus prochainement à Radio-Canada. Il y a Blue Bonnets, il y en a d'autres. On veut que cela inclue
965 des logements sociaux pour toutes les populations, incluant l'itinérance.

 On veut une application le plus rapidement possible du règlement. L'horizon, c'est 2021. Le marché est frénétique présentement. Montréal va bien comme on l'a dit, mais pas pour tout le monde. Or, nous, on veut que la tendance soit renversée par le règlement pour s'assurer qu'il y
970 ait davantage de logements pour les gens à faible revenu, parce qu'à 640 \$ par mois présentement, l'aide sociale, il n'y a pas grand-chose tu peux trouver si t'es dans la rue; puis, si t'es pas dans la rue, t'es à risque de l'être.

 Il y a proche de nos bureaux, Fullum - Sainte-Catherine, un immense terrain qui est en
975 redéveloppement par Prével, Sainte-Catherine/ de Lorimier. Après avoir été vacant durant des décennies, c'est intéressant, il y a un redéveloppement sur un terrain vacant, mais il n'y aura pas beaucoup de logements sociaux là, s'il y en a. Donc, ce qu'on souhaite, c'est qu'un règlement puisse agir pendant qu'il nous reste des terrains.

980 Il y a aussi un des éléments qui a été soulevé dans les interventions précédentes, c'est à qui le rôle de financer le développement du logement social. Ce n'est pas au règlement de faire ça, mais on vous demande dans votre rapport de rappeler la nécessité que la Ville aille chercher le financement pour le développement de logements sociaux.

985 On a plus de 3 000 logements qui ont été faits. On en a 560 autres qui sont en développement par des ressources, d'hommes, femmes. C'est super intéressant. Il faut le rappeler, la Ville le sait présentement, le gouvernement du Québec a annoncé aucune nouvelle unité dans le dernier budget. Ils ont donné des fonds pour faire les logements qui n'avaient pas été réalisés en raison du manque de financement, en raison du coût de la Ville.

990 Le fédéral, il y a un gros point d'interrogation avec le gouvernement qu'on vient de réélire. On espère qu'il va effectivement y avoir des investissements dans le logement social, mais il n'y a pas de garantie.

995 Donc il y a un rôle à jouer d'aller chercher les budgets parce que le règlement serait le meilleur, amélioré, avec des objectifs plus solides pour le logement social. S'il n'y a pas les fonds de Québec et d'Ottawa, le règlement ne pourra pas s'appliquer, puis les fonds vont être là pour développer les condos.

1000 Un dernier point. Vous avez posé la question des sites publics de développement.

LA PRÉSIDENTE :

Oui, les grands sites institutionnels.

1005

M. PIERRE GAUDREAU :

1010 L'Hôtel-Dieu, l'Institut des Sourds-Muets, Jacques-Viger et autres. Effectivement, nous soutenons la demande que ces sites publics là, qui ont été financés par des fonds publics, par des communautés religieuses – nous, on est à l'espace Fullum/ Maisonneuve, Sainte-Catherine/ Fullum, un immense bâtiment d'une communauté religieuse, c'est des logements sociaux, incluant pour sans-abri et des bureaux d'organismes communautaires comme le FRAPRU, le RAPSIM, le Chantier d'économie sociale – donc oui, 100 % pour du communautaire et du social.

1015 **LA PRÉSIDENTE :**

Vous voyez bien le chrono comme moi?

1020 **M. PIERRE GAUDREAU :**

Oui, je vois très bien le chrono. Un dernier point. Je vais vous laisser sur la lecture d'un mot qu'on a écrit en 2012 et qui, en travaillant notre présentation, nous est paru tout à fait d'à-propos. C'est un texte qu'on a publié dans *L'itinéraire*, qui s'appelle *La tour des Canadiens*.

1025 « *Au début novembre, les investisseurs se sont rués pour acheter les condos de la Tour des Canadiens qui seront construits avenue des Canadiens. Une liste d'attente de 500 clients a été constituée pour les étages supplémentaires qui seront mis en vente. Comme le disait Pietro Esposito au journal La Presse, citation du 3 novembre 2012 : « Je sais pas ce que je vais faire de mon condo dans trois ans, une fois la construction terminée. Sa valeur devrait avoir augmenté, je verrai alors. » La même semaine où les acheteurs se manifestaient avec frénésie s'éteignait un projet de condos. Les refuges destinés aux hommes – et déjà, on parlait en 2012 – étaient occupés à 101 %, et régulièrement, les organismes pour femmes refusaient des femmes, faute de place. Cette croissance de la détresse humaine que représente l'accroissement de l'itinérance se vit de paire avec un accroissement de la richesse. Certes, l'itinérance n'est pas juste une question de pauvreté, mais la persistance et l'aggravation de celle-ci l'alimentent. »*

1030

1035

Dernier paragraphe :

1040 « *Les Tours des Canadiens se multiplient – j'en ai vu des nouvelles depuis la dernière fois que je suis venu ici – et les joueurs sont nombreux au jeu réel et non virtuel de Monopoly. Les terrains et les maisons de chambres disparaissent, puis quand la game est finie, il y en a qui rentrent pas à la maison. »*

1045 Le règlement d'inclusion dont il est question, c'est entre autres une question d'itinérance, c'est entre autres une question qu'il y a des gens qui rentrent pas à la maison le soir. Merci de votre attention.

LA PRÉSIDENTE :

1050 Merci, Monsieur Gaudreau, Madame Hernandez, pour ce témoignage. Je vous garderais. Dans votre recommandation d'augmenter de 20 à 40 % la part de logement social dans le règlement, est-ce que l'itinérance, c'est comme – appelons-le comme ça – logement temporaire versus logement permanent, le logement social permanent. Est-ce que vous souhaiteriez que le règlement fasse nommément état de ce que j'appelle pour fins d'illustration, 1055 le logement temporaire, c'est-à-dire répondant aux besoins de l'itinérance. Ce que j'ai en tête, c'est qu'étant donné la très grande demande pour du logement social permanent, est-ce que vous pourriez craindre qu'on n'arrivera jamais à satisfaire le logement temporaire dédié à l'itinérance, au fond?

1060 **M. PIERRE GAUDREAU :**

Non. Ce qu'on souhaite, c'est que le rapport souligne qu'il y a au centre-ville comme ailleurs, des besoins pour des gens qui sont en situation d'itinérance, puis que le règlement doit permettre de répondre au développement de logements sociaux pour les personnes en situation 1065 d'itinérance. Effectivement, certains organismes développent des projets transitoires qu'on appelle temporaires, et d'autres permanents. Mais, souvent, les mêmes organismes font les deux. J'ai des exemples au centre-ville : la Maison du Père a fait les deux; *Méta d'Âme*, qui est une ressource pour utilisateurs de méthadone, a fait les deux aussi; *l'Avenue hébergement communautaire*, qui est une auberge du cœur pour jeunes en difficulté, a fait cinq projets. Donc 1070 ce qu'on souhaite, c'est qu'il y ait des fonds pour le développement des logements sociaux, que le permette d'accroître le développement de ces logements sociaux là, incluant pour des personnes en situation d'itinérance, sans distinction.

LA PRÉSIDENTE :

1075

Par ailleurs, considérant que les organismes – si ma compréhension est bonne – considérant que les organismes qui s'en occupent sont bien au fait des besoins de l'un et de l'autre et qu'on peut faire un amalgame à l'intérieur du 40 % de logement social pour ce qui retournerait éventuellement à l'itinérance.

1080

M. PIERRE GAUDREAU :

1085

Oui, effectivement. Et, par ailleurs, on a participé à une consultation de l'OCPM sur la Stratégie centre-ville. Une des préoccupations qu'on a, c'est que des ressources puissent continuer à exister, pas juste personnes itinérantes, personnes démunies, parce qu'il y en a des personnes démunies ici au centre-ville, et c'est tout un enjeu.

1090

Et je reviens à l'enjeu de la densification que suggère le règlement du centre-ville, ça ne va pas nécessairement de paire avec opérer un centre de jour, avec opérer une soupe populaire au sous-sol d'une église qui ferme, qui sont transformés en condos dans bien des cas.

1095

Donc la vision globale, la Ville est bien au fait de ces enjeux-là, du développement du centre-ville. On souhaite vraiment que, oui, il puisse y avoir des logements sociaux pour personnes itinérantes, incluant de petite taille, incluant ici et il s'en fait, il doit continuer à s'en faire avec différents types de réponse pour toutes les populations.

LA PRÉSIDENTE :

1100

C'est très clair. On vous remercie, Monsieur Gaudreau, Madame Hernandez. Merci. J'inviterais maintenant madame Ève Torres et monsieur Youssef Benzouine pour le CDC de Côte-des-Neiges, s'il vous plaît. Bonjour!